

Rapport alarmant sur les violations des droits humains et la torture au Burundi

OMCT, 30.10.23 Burundi : Plus de 1000 personnes torturées par les forces de l'ordre depuis 2015. Depuis la violente crise politique de 2015, les violations des droits humains et notamment la pratique de la torture, se sont généralisées au Burundi. Les actions de la société civile, majoritairement forcées à l'exil, n'ont pas permis de protéger les populations des forces de sécurité et les groupes d'auto-défense.

Le Service national de renseignement (SNR) joue un rôle central dans la pratique de la torture au Burundi. Ses agents, soutenus par la police nationale et les milices de la jeunesse affiliées au parti au pouvoir, les Imbonerakure, sont les principaux acteurs des cas de violations des droits humains documentés par la société civile. Plusieurs centaines de membres réels ou présumés de groupes d'opposition ont été victimes de disparitions forcées. De nombreuses personnes ont été emprisonnées par le SNR, et auraient subi de graves actes de tortures, des viols et des mauvais traitements. La protection des Burundais, et en particulier celle des femmes, contre l'usage illégitime de la force est extrêmement limitée, engendrant une exposition grandissante des populations devant la violence institutionnelle. Entre 2015 et 2023, la Ligue burundaise des droits de l'homme (ITEKA) a recensé 13 072 personnes arrêtées arbitrairement, 4 040 personnes tuées, 1 381 corps retrouvés, 1 225 victimes de torture, 697 personnes enlevées et 611 victimes de violences sexuelles. La situation des droits humains sous l'actuel chef d'Etat au pouvoir depuis trois ans, Evariste Ndayishimiye, est inquiétante. Après une relative accalmie observée dans les premiers jours du nouveau régime, on assiste depuis 2021 à une recrudescence des violations, imputables aux agents de l'Etat et aux membres de la jeunesse Imbonerakure affiliée au parti au pouvoir. Le présent rapport, rédigé par les organisations de la société civile burundaise, démontre que la torture reste systématique et préoccupante dans le pays. Le rapport a été rédigé par dix organisations de la société civile burundaise sous la coordination de SOS-Torture Burundi, et avec le soutien de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), la Fédération Internationale des ACAT (FIACAT) et l'International Rehabilitation Center for Torture (IRCT). Rapport alternatif sur le Burundi présenté à la 78e session du CAT